ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 23 février 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi "facilitant le recrutement dans les services publics, des personnes ayant accompli des services à la coopération technique avec les pays en voie de développement", a donné le 15 mars 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e februari 1967 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij de aanwerving van de personen die diensten bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden hebben gepresteerd, in de openbare diensten wordt vergemakkelijkt", heeft de 15e maart 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

En matière de recrutement, l'article 4 du projet fait bénéficier d'un droit de priorité les agents ayant au moins quatorze années de fonctions à la coopération technique.

Pareil droit est accordé aux seuls titulaires d'un diplôme, certificat, etc ... délivré par un établissement d'enseignement officiel neutre et en vue du recrutement dans les établissements d'enseignement de l'Etat.

Le principe de l'égalité des Belges devant la loi, consacré par l'article 6 de la Constitution, implique l'égale admissibilité de tous les citoyens aux emplois civils et militaires. Cette disposition constitutionnelle interdit au législateur d'établir une distinction arbitraire entre les citoyens, lorsqu'il leur impose des obligations ou leur accorde des droits.

Le principe de l'égalité ne fait, certes, pas obstacle à ce que l'admission aux emplois publics soit soumise à des conditions de capacité et de mérites répondant aux exigences objectives du bon exercice de la fonction, mais la limitation prévue à l'article 4 du projet en faveur des diplômés d'un enseignement déterminé n'est pas fondée sur ces critères et consacre une discrimination contraire au principe même de l'égalité.

Le caractère inconstitutionnel d'une disposition réservant aux diplômés de l'enseignement officiel non confessionnel des emplois dans l'enseignement de l'Etat

.../...

n'a d'ailleurs pas échappé à l'attention des rédacteurs du pacte scolaire, et moins encore à celle du législateur.On observera, en effet, d'une part, que le compromis politique désigné sous le nom de "pacte scolaire" prévoyait en faveur des titulaires d'un diplôme d'enseignement non confessionnel une simple priorité de fait et, d'autre part, que la loi du 29 mai 1959 n'a pas repris cette disposition.

Ce qui vient d'être dit confirme le caractère inconstitutionnel de l'article 4 du projet. En conséquence, cet article doit être omis, à moins que le Gouvernement n'ait l'intention d'accorder une priorité à toutes les personnes qui comptent au moins quatorze ans d'ancienneté dans des fonctions de coopération technique, et ceci sans aucune discrimination fondée sur l'origine de leurs diplômes.

On observera enfin que, si aucune modification ne doit être apportée aux lois sur les priorités et dans la mesure où il s'agit de régler le statut des seuls enseignants de l'Etat, le Roi possède déjà le pouvoir de régler ce statut en vertu de la loi du 22 juin 1964.En conséquence, l'intervention du législateur ne s'impose que dans la mesure où le projet concerne l'enseignement provincial et communal.

\+

\+ \+

Parmi les agents de la coopération technique, les anciens agents du personnel d'Afrique sont très nombreux.

Ceux-ci bénéficient quant à leur reclassement dans les administrations belges des avantages que leur accordent les lois de garantie (coordonnées par arrêté royal du 21 mai 1964).

Ces agents bénéficient, en outre, des dispositions de la loi en projet. Ils pourront donc invoquer la législation qui leur semblera la plus avantageuse.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que l'intention du Gouvernement est d'étendre le bénéfice de la loi aux personnes qui, au moment où elles en réclameront l'application à leur profit, posséderont la nationalité belge par naissance, option, grande naturalisation ou naturalisation ordinaire.

Nonobstant la disposition contenue dans l'alinéa 2 de l'article 5 de la Constitution, les étrangers et, a fortiori, les Belges qui ont acquis cette qualité par naturalisation ordinaire, peuvent être admis aux emplois publics en vertu d'une loi particulière fondée sur la disposition finale de l'article 6 de la Constitution.

Si aucun argument d'ordre constitutionnel ne peut dès lors s'opposer à ce que l'intention du Gouvernement soit réalisée par le texte en projet, encore convient-il d'exprimer cette intention de manière expresse et non équivoque.

A cet effet, il est proposé d'insérer dans le projet, après le 12° de l'alinéa 1er, un alinéa nouveau rédigé dans les termes suivants :

"Au sens de la présente loi, il y a lieu d'entendre par personne de nationalité belge, toute personne qui, au moment où elle réclame le bénéfice de la loi, justifie posséder la nationalité belge, quel que soit le mode d'acquisition de celle-ci".

+

.../

L'article 1er du projet ne détermine pas quelle est l'autorité chargée de désigner les pays en voie de développement. L'arrêté royal du 16 août 1963 donnait ce pouvoir au Ministre, mais l'abrogation de cet arrêté est prévue par le projet relatif à l'arrêté royal portant statut du personnel de la coopération technique. En conséquence, une disposition du projet devrait conférer ce pouvoir au Roi ou au Ministre.

+

Les termes "ont accompli des services dans le cadre de la coopération technique" sont trop larges. En effet, ils pourraient englober aussi les agents de l'Office de la coopération au développement à Bruxelles. Or, l'intention du Gouvernement est d'accorder les avantages prévus par le projet aux seuls agents qui effectivement ont exercé des fonctions de coopération technique dans les pays en voie de développement.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour le début de l'article 1er, alinéa 1er :

"La présente loi s'applique aux personnes de nationalité belge qui, postérieurement au 29 juin 1960 et sous l'un des régimes énumérés ci-après, ont accompli des services dans un pays en voie de développement, dans le cadre de la coopération technique accordée à ce pays par l'Etat belge : ... ".

+

.../...

- L'énumération des régimes sous lesquels les services ont été accomplis est limitative, en ce sens qu'elle exclut les services prestés en vertu d'un contrat individuel conclu avec l'Etat belge ou un service public belge ou une organisation internationale.

+

- Au 2° il faut lire : "l'arrêté royal du 12 juillet 1960 rendant applicable aux officiers et sous-officiers de la Force publique, le statut des agents de l'Administration d'Afrique" .

+

- L'arrêté du Régent du 17 décembre 1948, cité au 10° , n'a pas été publié au Moniteur belge .

+

Il est proposé de rédiger le dernier alinéa de l'article 1er comme suit :

"Sont toutefois exclues de l'application de la présente loi :

1° les personnes qui bénéficient des avantages de la loi du 27 juillet 1962 accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi;

.../....

2° les personnes qui bénéficient des avantages de la loi du 17 décembre 1956 fixant le statut du personnel scientifique et enseignant belge chargé d'une mission internationale".

Il n'est pas nécessaire de faire mention des modifications passées ou futures de ces lois; en l'absence d'indications contraires, la référence à ces lois implique référence à ces modifications.

Article 2.

Parmi les agents de la coopération technique, le projet de loi fait une distinction entre les personnes titulaires d'un diplôme , etc ... les orientant spécialement vers l'enseignement (que le projet dénomme "personnel enseignant") et les personnes qui ne sont pas titulaires de pareil diplôme ("personnel non enseignant").

Cette distinction appelle les observations suivantes :

1° les agents exerçant effectivement, mais sans diplôme, certificat, etc ..., des fonctions d'enseignement dans les pays en voie de développement, ne bénéficient pas des facilités accordées par le projet au personnel enseignant. Ils sont, en effet, classés dans la seconde catégorie, c'est-à-dire dans le personnel non enseignant. En revanche, les agents de la coopération technique qui n'ont jamais enseigné, seront néanmoins classés dans la catégorie du personnel "enseignant", s'ils sont porteurs d'un diplôme qui les oriente spécialement vers l'enseignement;

2° les personnes de la première catégorie qui ne désirent pas être nommées dans l'enseignement belge, ne bénéficient pas , pour leur recrutement dans des services publics belges, des avantages accordés aux personnes de la seconde catégorie.

.../...

Article 3.

Pour bénéficier des avantages prévus par cet article, les agents doivent avoir été en service à la coopération technique, "postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi".

Cette condition est également prévue à l'article 5 pour le personnel "non enseignant".

Il résulte de ces dispositions, qui s'inspirent vraisemblablement du souci de favoriser l'avenir de l'assistance technique, que les agents de la coopération technique qui ont terminé leur service avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, mais qui ont été en service après le 29 juin 1960, n'obtiennent aucune facilité de recrutement dans l'enseignement officiel ou dans les administrations de l'Etat.

L'article 3, 1°, vise un recrutement qui s'effectue sur la base de listes d'attente sur lesquelles sont inscrits les candidats à une nomination dans les établissements de l'enseignement officiel. Or, aucune disposition légale ou réglementaire ne prévoit actuellement pareilles listes.

En raison de cette observation, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte pour l'article 3.

+

Les articles 3 et 4 du projet accordent aux agents de la coopération technique des facilités en vue de leur recrutement dans l'enseignement officiel. Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement n'a pas l'intention de faciliter l'accès des intéressés aux établissements d'enseignement supérieur. Cette restriction devrait ressortir du texte même des articles 3 et 4.

.../...

Article 5.

La disposition de l'alinéa 2 est étrangère à l'objet du projet. Elle trouverait mieux sa place dans les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964; elle devrait donc être présentée comme une disposition s'ajoutant à l'article 6 desdites lois coordonnées et figurer in fine du présent projet.

Article 6.

On observera qu'en vertu de l'article 12 le Roi est habilité à régler la procédure des notifications prévues aux articles 3, 6 et 7. Dès lors, l'article 6 pourrait se borner à poser le principe que les bénéficiaires de l'article 5 doivent notifier dans quels services ils sollicitent leur nomination et à prévoir la sanction du défaut de notification.

Article 7.

L'alinéa 3 est superflu. En effet, l'inaptitude professionnelle ou morale, les sanctions disciplinaires, la suppression d'emploi et l'inaptitude physique sont autant de causes de cessation des services prévues par les articles 92 et suivants (agents complémentaires) et les articles 101 et suivants (agents du cadre) du statut des agents de la coopération technique.

Pour le surplus, l'article 7 pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 7.-

Lorsqu'il est mis fin à leurs services à la coopération technique, les personnes visées à l'article 5 peuvent, dans les trois mois de la cessation de leurs fonctions, solliciter leur nomination dans le service public belge pour lequel elles avaient opté, pour autant qu'elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

1° compter au minimum 14 ans d'ancienneté à la coopération dès lors que la cessation de leurs services outre-mer ne résulte pas de l'inaptitude professionnelle ou morale, ou d'une sanction disciplinaire;

2° si les intéressés ne totalisent pas au moins 14 ans d'ancienneté à la coopération, il doit avoir été mis fin à leurs services à la coopération par suite de suppression d'emploi ou pour inaptitude physique au service outre-mer.

Lorsque les intéressés ne remplissent pas l'une de ces conditions, ou lorsqu'ils n'ont pas sollicité leur nomination dans le délai prévu ci-dessus, ils perdent tout droit à cette nomination".

Article 8.

Cet article accorde implicitement aux agents de la coopération technique, qui remplissent les conditions prévues, un droit de priorité pour être nommé dans un emploi de recrutement dans les administrations de l'Etat, des provinces, des communes ou des organismes visés par la loi du 16 mars 1954. S'il entre dans les

.../...

intentions du Gouvernement de donner à cette priorité un caractère absolu qui aurait pour effet de primer les droits de préférence prévus par d'autres lois, le texte devrait le préciser.

Les conditions prescrites pour bénéficier de l'article 8 du projet sont disséminées dans les articles 5, 6, 7, 8 et 9 :

- avoir réussi l'épreuve d'admission à un emploi de longue durée (article 5);
- avoir notifié, lors de la demande de participation à cette épreuve, dans quel service public belge on sollicite une nomination (article 6);
- avoir 14 ans d'ancienneté à la coopération technique, à moins qu'on ait été obligé de quitter ce service pour une des raisons indiquées à l'article 7 (l'article 5 prévoit qu'en tout cas il faut 4 années d'ancienneté à la coopération technique);
- avoir répété sa demande d'emploi dans un service public belge, dans les trois mois après la cessation des fonctions à la coopération technique (article 7);
- remplir toutes les conditions de recrutement prévues pour l'accession à l'emploi en cause (article 8);
- sauf pour les administrations de l'Etat, il faut que l'emploi sollicité soit vacant (article 9).

Cette présentation rendant la compréhension des textes difficile, il est suggéré de grouper ces diverses conditions en un seul article.

.../...

En ce qui concerne la forme, il va de soi qu'il faudra faire disparaître du texte l'expression "usure normale".

In fine de l'article il faut lire : "Capitaine de port".

Article 12.

Aux termes de cet article, les diplômes, certificats, etc..., qui orientent leurs titulaires spécialement vers l'enseignement, seront désignés par le Roi. L'exposé des motifs explique à ce sujet que ce sont les "titres obtenus à la suite d'études spécialement destinées à former des enseignants". Ces titres sont repris aux articles 44 et 50 à 58 de l'arrêté royal du 29 août 1966 relatif à certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement de l'Etat sous les n°s 21, 22, 23, 24, 31, 41 et 51 de l'article 44.

L'exposé des motifs exprime ainsi une intention qui devra être réalisée par un nouvel arrêté royal, lequel pourra reprendre la substance des articles précités de l'arrêté royal du 29 août 1966 ou se borner à y faire référence.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Inzake aanwerving verleent artikel 4 van het ontwerp een voorkeurrecht aan de personeelsleden, die ten minste veertien jaar dienst tellen bij de technische samenwerking.

Een zodanig recht wordt alleen verleend aan houders van een diploma, getuigschrift, enz.... afgegeven door een "instelling voor neutraal officieel onderwijs" en met het oog op aanwerving in rijksonderwijsinrichtingen.

Het beginsel van de gelijkheid van de Belgen voor de wet, dat neergelegd is in artikel 6 van de Grondwet, sluit in dat alle burgers op gelijke wijze benoembaar zijn tot de burgerlijke en militaire bedieningen. Die grondwetsbepaling verbiedt de wetgever, wanneer hij aan de burgers verplichtingen oplegt of hun rechten verleent, willekeurig onderscheid te maken tussen de enen en de anderen.

Het gelijkheidsbeginsel verhindert weliswaar niet dat voor toelating tot openbare bedieningen voorwaarden inzake geschiktheid en verdiensten worden gesteld die beantwoorden aan de objectieve vereisten voor de goede uitoefening van het ambt, maar de beperking welke artikel 4 van het ontwerp invoert ten gunste van gediplomeerden van een bepaald onderwijs, steunt niet op die maatstaven en is een discriminatie die in strijd is met het beginsel zelf van de gelijkheid.

.../...

Het ongrondwettige van een bepaling die betrekkingen in het rijksonderwijs voorbehoudt voor gediplomeerden van het niet-confessioneel officieel onderwijs is overigens niet ontgaan aan hen die het schoolpact hebben opgemaakt, en nog minder aan de wetgever. Enerzijds moet immers worden opgemerkt dat het politieke vergelijk, dat "schoolpact" wordt genoemd, een blote feitelijke prioriteit heeft ingesteld ten gunste van de houders van een diploma van niet-confessioneel onderwijs en, anderzijds, dat de wet van 29 mei 1959 die bepaling niet heeft overgenomen.

Dit alles bevestigt het ongrondwettige van artikel 4 van het ontwerp. Dat artikel moet dan ook vervallen, tenzij de Regering voorrang bedoelt te verlenen aan allen die ten minste veertien jaar anciënniteit tellen in ambten bij de technische samenwerking, en zulks zonder enige discriminatie op grond van de herkomst van hun diploma's.

Ten slotte moge worden opgemerkt dat, zo geen wijziging moet worden aangebracht in de prioriteitswetten en voor zover het erom gaat alleen het statuut van het onderwijzend personeel van de Staat te regelen, de Koning de bevoegdheid om dat statuut te regelen reeds bezit krachtens de wet van 22 juni 1964. Optreden van de wetgever is dan ook alleen nodig voor zover het ontwerp betrekking heeft op het provincie- en gemeenteonderwijs.

\+

\+ \+

.../...

Zeer veel personeelsleden van de technische samenwerking zijn gewezen ambtenaren van het personeel in Afrika.

Voor hun wederopneming in de Belgische besturen genieten zij de voordelen welke de garantiewetten (gecoördineerd bij koninklijk besluit van 21 mei 1964) hun verlenen.

Die ambtenaren zullen bovendien nog in aanmerking komen voor de bepalingen van de ontwerp-wet. Zij zullen zich dus kunnen beroepen op de wetgeving die hun de voordeligste lijkt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, wil de Regering het voordeel van de wet ook verlenen aan hen die, op het tijdstip dat zij zullen vragen om daarvoor in aanmerking te komen, Belg zijn door geboorte, keuze, grote of gewone naturalisatie.

Ondanks de bepaling van het tweede lid van artikel 5 van de Grondwet kunnen vreemdelingen en, a fortiori, Belgen die de hoedanigheid van Belg hebben verkregen door gewone naturalisatie, in openbare bedieningen worden benoemd krachtens een bijzondere wet die gegrond is op de slotbepaling van artikel 6 van de Grondwet.

.../...

Al kan dus geen aan de Grondwet ontleend argument verhinderen dat de Regering haar bedoeling uitwerkt door middel van de ontwerp-tekst, toch moet die bedoeling uitdrukkelijk en ondubbelzinnig tot uiting worden gebracht.

Te dien einde voege men in het ontwerp, na het 12° van het eerste lid, een nieuw lid in als volgt :

"In de zin van deze wet moet onder persoon van Belgische nationaliteit worden verstaan eenieder die op het tijdstip waarop hij vraagt om voor de wet in aanmerking te komen, doet blijken dat hij de Belgische nationaliteit bezit, ongeacht op welke wijze hij die heeft verkregen".

+

Artikel 1 van het ontwerp zegt niet welke overheid de ontwikkelingslanden moet aanwijzen. Het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 verleende die bevoegdheid aan de Minister, maar het ontwerp-koninklijk besluit houdende het statuut van het personeel van de technische samenwerking voorziet in de opheffing van dat besluit. Een bepaling in het ontwerp zou die bevoegdheid dan ook aan de Koning of aan de Minister moeten opdragen.

+

.../...

De woorden "in het kader van de ... technische coöperatie diensten hebben gepresteerd" zijn te ruim. Zij zouden immers ook kunnen slaan op het personeel van de Dienst voor de ontwikkelingssamenwerking te Brussel. Nu bedoelt de Regering, de voordelen van het ontwerp alleen te verlenen aan het personeel dat werkelijk ambten bij de technische samenwerking in de ontwikkelingslanden heeft bekleed.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 1, eerste lid, als volgt te beginnen :

"Deze wet is van toepassing op de personen van Belgische nationaliteit die, na 29 juni 1960 en onder een van de hierna vermelde regelingen, in een ontwikkelingsland diensten hebben gepresteerd in het kader van de door de Belgische Staat aan dat land verleende technische samenwerking : ...".

+

- De opsomming van de regelingen waaronder diensten zijn gepresteerd, is beperkend, in die zin dat zij die diensten uitsluit welke gepresteerd zijn krachtens een individuele overeenkomst gesloten met de Belgische Staat, een Belgische openbare dienst of een internationale organisatie.

+

.../...

- In 2° moet worden gelezen : "het koninklijk besluit van 12 juli 1960 waarbij het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika toepasselijk gemaakt wordt op de officieren en onder-officieren van de Weermacht".

+

- Het onder 10° vermelde besluit van de Regent van 17 december 1948 is niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

+

Het laatste lid van artikel 1 leze men als volgt :

"Voor toepassing van deze wet komen echter niet in aanmerking :

1° zij die de voordelen genieten van de wet van 27 juli 1962 waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Kongo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden;

2° zij die de voordelen genieten van de wet van 17 december 1956 houdende vaststelling van de rechtspositie van het Belgisch wetenschappelijk en onderwijzend personeel dat met een internationale opdracht wordt belast".

Het is onnodig melding te maken van de vroegere of toekomstige wijzigingen van die wetten ; is het niet anders aangegeven, dan impliceert verwijzing naar die wetten ook verwijzing naar die wijzigingen.

.../...

Artikel 2.

Onder het personeel van de technische samenwerking maakt het wetsontwerp een onderscheid tussen degenen die houder zijn van een diploma, enz. ... waardoor zij bijzonder op het onderwijs zijn aangewezen (in het ontwerp "onderwijzend personeel" genoemd) en degenen die geen houder zijn van een zodanig diploma ("niet-onderwijzend personeel").

Bij dat onderscheid is het volgende op te merken :

1° zij die werkelijk, maar zonder diploma, getuigschrift, enz.. onderwijsfuncties vervullen in de ontwikkelingslanden, komen niet in aanmerking voor de faciliteiten welke het ontwerp aan het onderwijzend personeel verleent. Zij worden immers ingedeeld in de tweede categorie, dit is het niet-onderwijzend personeel. Daarentegen zullen de personeelsleden van de technische samenwerking die nooit onderwijs hebben verstrekt, niettemin in de categorie van het "onderwijzend" personeel worden ingedeeld als zij in het bezit zijn van een diploma "waardoor zij bijzonder op het onderwijs zijn aangewezen" ;

2° zij die tot de eerste categorie behoren maar geen benoeming in het Belgisch onderwijs wensen, genieten, voor hun aanwerving in de Belgische openbare diensten, niet de voordelen welke aan de personen van de tweede categorie zijn verleend.

.../...

Artikel 3.

Om de voordelen van dit artikel te kunnen genieten, moeten de personeelsleden in dienst van de technische samenwerking hebben gestaan "na de inwerkingtreding van deze wet".

Artikel 5 stelt die voorwaarde ook voor het "niet-onderwijzend personeel".

Uit die bepalingen, die hoogst waarschijnlijk zijn ingegeven door de zorg om de toekomst van de technische bijstand veilig te stellen, volgt dat de personeelsleden van de technische samenwerking die hun dienst hebben beëindigd vóór de inwerkingtreding van de ontwerp-wet, maar in dienst zijn geweest na 29 juni 1960, geen faciliteiten genieten voor aanwerving in het officieel onderwijs of in de Rijksbesturen.

Artikel 3, 1°, maakt gewag van aanwerving op grond van wachtlijsten waarop de gegadigden voor een benoeming in de inrichtingen van het officieel onderwijs zijn ingeschreven. Geen wets- of verordeningsbepaling voorziet thans in het bestaan van zodanige lijsten.

De Raad van State wenst dan ook geen tekst voor te stellen voor artikel 3.

+

De artikelen 3 en 4 van het ontwerp verlenen aan het personeel van de technische samenwerking faciliteiten met het oog op hun aanwerving in het officieel onderwijs. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering de opneming van de betrokkenen in de inrichtingen voor hoger onderwijs te vergemakkelijken. Die beperking zou moeten tot uiting komen in de tekst zelf van de artikelen 3 en 4.

.../...

Artikel 5.

De bepaling van het tweede lid valt buiten het bestek van het ontwerp. Zij zou beter op haar plaats zijn in de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, en zou dan ook, als een bepaling tot aanvulling van artikel 6 van de genoemde gecoördineerde wetten, aan het eind van het onderhavige ontwerp moeten voorkomen.

Artikel 6.

Op te merken valt dat de Koning krachtens artikel 12 de procedure van de in de artikelen 3, 6 en 7 bedoelde kennisgevingen kan regelen. Artikel 6 zou dan ook kunnen worden beperkt tot het stellen van het beginsel dat de begunstigden van artikel 5 moeten laten weten in welke diensten zij benoemd willen worden, en tot het bepalen van de sanctie als die kennisgeving uitblijft.

Artikel 7.

Het derde lid is overbodig. De beroeps- of morele ongeschiktheid, de tuchtstraffen, de opheffing van betrekking en de lichamelijke ongeschiktheid zijn immers zoveel oorzaken die een einde maken aan de diensten, bedoeld in de artikelen 92 en volgende (aanvullend personeel) en in de artikelen 101 en volgende (kaderpersoneel) van het statuut van het personeel van de technische samenwerking.

.../...

Overigens zou artikel 7 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Wanneer aan hun diensten bij de technische samenwerking een einde wordt gemaakt, kunnen de in artikel 5 bedoelde personen binnen drie maanden na het beëindigen van hun ambt, hun benoeming bij de Belgische openbare dienst waarvoor zij hadden geopteerd, aanvragen voor zover zij een van de volgende twee voorwaarden vervullen :

1° ten minste veertien jaar anciënniteit bij de samenwerking tellen als het beëindigen van hun overzeese diensten niet het gevolg is van beroeps- of morele ongeschiktheid, of van een tuchtstraf ;

2° indien de betrokkenen in totaal niet ten minste veertien jaar anciënniteit bij de samenwerking tellen, moet aan hun diensten bij de samenwerking een einde zijn gemaakt door ambtsopheffing of wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de dienst overzee.

De betrokkenen die niet aan een van die voorwaarden voldoen of die binnen de hiervorenbepaalde termijn niet om een benoeming hebben verzocht, verbeuren elk recht op die benoeming".

Artikel 8.

Dit artikel verleent stilzwijgend aan het personeel van de technische samenwerking dat aan de gestelde eisen voldoet, een recht van voorkeur om te worden benoemd in een wervingsbetrekking bij de Rijksbesturen, bij de provincie- en gemeentebesturen of bij het bestuur van de instellingen bedoeld in de wet van 16 maart 1954. Wil de Regering aan dat voorkeurrecht

.../...

een absoluut karakter verlenen zodat het uitreikt boven de in andere wetten bepaalde voorkeurrechten, dan zou de tekst dat met zoveel woorden moeten zeggen.

De eisen om in aanmerking te komen voor artikel 8 van het ontwerp liggen verspreid over de artikelen 5, 6, 7, 8 en 9:

- geslaagd zijn voor het examen voor toelating tot een betrekking van lange duur (artikel 5) ;
- in de aanvraag tot deelneming aan dat examen mededelen bij welke Belgische openbare dienst een benoeming wordt gevraagd (artikel 6) ;
- 14 jaar anciënniteit bij de technische samenwerking tellen, tenzij men verplicht geweest is die dienst te verlaten om een van de in artikel 7 opgegeven redenen (artikel 5 bepaalt dat alleszins 4 jaar anciënniteit bij de technische samenwerking vereist is) ;
- de aanvraag om een betrekking in een Belgische openbare dienst herhaald hebben binnen drie maanden na het beëindigen van het ambt bij de technische samenwerking (artikel 7) ;
- voldoen aan alle wervingseisen voor toegang tot de bewuste betrekking (artikel 8) ;
- behalve voor de Rijksbesturen, moet de aangevraagde betrekking vacant zijn (artikel 9).

Zo voorgesteld, zijn de teksten moeilijk te begrijpen. Men brenge al die voorwaarden in één artikel samen.

Wat de vorm betreft, het hoeft geen betoog dat de term "normale slijtage" uit de tekst moet verdwijnen.

In de Franse versie moet aan het slot van het artikel worden gelezen : "Capitaine de port".

Artikel 12.

Luidens dit artikel zullen de diploma's, getuigschriften, enz. ... "waardoor de houders ervan bijzonder op het onderwijs zijn aangewezen, door de Koning worden bepaald". De memorie van toelichting zegt daaromtrent dat het hier gaat om "de bekwaamheidsbewijzen die ten gevolge van speciaal op de opleiding van leerkrachten afgestemde studies werden behaald". Die bekwaamheidsbewijzen zijn in de artikelen 44 en 50 tot 58 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 betreffende het statuut van sommige categorieën personeelsleden van het Rijksonderwijs vermeld onder de nummers 21, 22, 23, 24, 31, 41 en 51 van artikel 44.

De memorie van toelichting geeft zodoende een voornemen te kennen dat zal moeten worden verwezenlijkt door een nieuw koninklijk besluit, hetwelk de voornaamste voorzieningen van genoemde artikelen van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 zal kunnen overnemen of er alleen maar naar verwijzen.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,		président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,		
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,		
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,		
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,		greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.